

De plus en plus, les études révèlent que les enfants pauvres sont défavorisés par rapport aux enfants de la classe moyenne sur le plan de la santé, des résultats scolaires, de l'adaptation émotive et de la participation aux activités extra-scolaires... ces conclusions inquiétantes laissent même entendre que ces différences sont peut-être encore plus prononcées pour les enfants des familles bénéficiaires de l'assistance sociale que pour ceux des familles pauvres non assistées<sup>(30)</sup>.

La coalition nationale sur la pauvreté des enfants de même que d'autres intéressés soulignent qu'en plus de son aspect immoral, la pauvreté chez l'enfant a de lourdes conséquences sociales et économiques pour l'ensemble de la société. John Ferguson, un chroniqueur économique, considère la pauvreté chez l'enfant comme l'un des trois grands problèmes économiques que le Canada doit régler «pour demeurer prospère, paisible et relativement satisfait... Avec le resserrement de la concurrence, il est d'autant plus nécessaire de disposer d'une main-d'oeuvre souple et adaptable<sup>(31)</sup>».

Dans la même veine, David Ross, co-auteur des Données de base sur la pauvreté, fait valoir que selon les études effectuées pour le compte de Santé et Bien-être Canada, en 1986, cinq travailleurs font vivre chaque personne âgées, mais que d'ici l'an 2026, ce rapport sera tombé à à peine plus de deux. Ce changement, allié au resserrement de la concurrence internationale, signifiera que:

nous nous efforcerons de donner à nos enfants la meilleure éducation possible et d'exploiter au maximum les ressources humaines qu'ils représentent. Le Canada, et surtout nos caisses de retraite et nos services de santé, ne pourront pas se permettre d'avoir un million d'enfants pauvres. Les enfants pauvres font de mauvais élèves étant donné qu'il est prouvé que le taux de décrochage des enfants de familles pauvres est deux fois supérieur à celui des autres enfants. Et les enfants peu instruits deviennent des adultes peu instruits qui sont davantage exposés à la pauvreté et qui risquent plus de faire hériter leurs enfants de leurs échecs scolaires<sup>(32)</sup>.

Le Literacy Report, de Southam fait valoir que:

La pauvreté et l'éducation déterminent si l'analphabétisme se transmettra ou non d'une génération à l'autre. Les enfants des chômeurs, de la classe ouvrière et des gens peu instruits sont davantage exposés à l'analphabétisme<sup>(33)</sup>.

Le groupe de travail sur l'analphabétisme reconnaît qu'il est difficile de prouver que l'analphabétisme est l'une des causes, l'un des effets ou l'un des co-facteurs d'autres phénomènes socio-économiques et estime que cela coûte au Canada 8,8 milliards de dollars par an en capacité de gains perdus. Dans son rapport, il évalue à au moins 2,5 milliards la perte pour la société résultant du manque de productivité de la main-d'oeuvre causé par l'analphabétisme. Toutefois, la majeure partie du coût de l'analphabétisme provient des chômeurs et des non-employables, toujours selon le même rapport<sup>(34)</sup>.

<sup>(30)</sup> Transition, Rapport du Comité d'examen de l'aide sociale (Rapport Thompson), Toronto, septembre 1988.

<sup>(31)</sup> John Ferguson, Ottawa Citizen, 20 décembre 1988.

<sup>(32)</sup> David Ross, Child Poverty in Canada, document non publié, printemps 1989, et tiré des conclusions de l'étude de Frank Denton et Byron Spencer intitulée «Population Change and the Future Labour Force», janvier 1987 (partie d'une étude effectuée par Santé et Bien-être Canada).

<sup>(33)</sup> Broken Words: Why Five Million Canadians are Illiterate, The Southam Literacy Report, Toronto, 1987.

<sup>(34)</sup> Groupe de travail canadien sur l'analphabétisme, Measuring the Costs of Illiteracy in Canada, février 1988.